

Correo Internacional



Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 154

Novembre 2009

Honduras

Les putschistes profitent de la capitulation de Zelaya

Dans sa déclaration du 31 octobre dernier, la LIT-QI a soutenu que l'Accord de Guaymura (aussi appelé « de Tegucigalpa »), entre les représentants du président démis, Manuel Zelaya, et ceux du gouvernement putschiste de Miguel Micheletti, signifiait une capitulation totale de Zelaya face aux putschistes. En échange de son possible retour au gouvernement, sous de sévères conditions et pour une courte période, il a accepté que les putschistes ne soient pas punis et il a abandonné l'appel à une Assemblée Constituante souveraine (une des aspirations les plus sensibles du peuple hondurien).

Pire, il a légitimé les putschistes et leurs institutions (ce serait le Congrès, en accord avec la Cour Suprême, qui voterait son retour au gouvernement), et il leur a laissé le contrôle du processus électoral comme de la transition vers le nouveau gouvernement élu.

Quelques jours plus tard, ces définitions ont finalement été confirmées par Zelaya lui-même, quand il a rendu publique une lettre qu'il a envoyée au président des Etats-Unis, Barack Obama. Il y affirme, face au retard de son retour à son poste : « *Je n'accepte aucun accord de retour à la Présidence* ». Et il ajoute que : « *Accepter un tel accord, ce serait dissimuler le coup d'Etat* », le putsch qui l'a renversé le 28 juin dernier.

Il affirme aussi que les élections présidentielles, convoquées pour le 29 novembre prochain, « *sont illégales [...]. C'est une manœuvre électorale antidémocratique rejetée par des secteurs importants du peuple pour donner des garanties aux auteurs matériels et intellectuels du putsch* ».

Zelaya manifeste que le gouvernement étasunien a abandonné l'exigence de sa restitution immédiate, conformément aux déclarations de fonctionnaires du Département d'Etat yankee (« *les élections seraient reconnues par les Etats-Unis, avec ou sans restitution* ») et de Lewis Amslem, ambassadeur américain à l'OEA (« *l'accord négocié récemment ne prévoit pas la restitution immédiate de Zelaya [...]. Les Etats-Unis vont collaborer pour le bon déroulement des élections* »).

Face à cela, Zelaya termine sa lettre en demandant à Obama que « *les Etats-Unis l'aident à promouvoir, au Honduras, un climat de réconciliation nationale et un processus électoral constitutionnel conséquent, propre, avec des garanties de participation égalitaire et libre pour tous les Honduriens* ».

Une conséquence de la capitulation

Ce que Zelaya ne dit pas dans sa lettre, c'est que la situation actuelle (les manœuvres dilatoires des putschistes pour sa restitution) n'est qu'une conséquence de la politique qu'il a promue depuis qu'il a été renversé et, en particulier, la signature de l'Accord de Guaymuras.

Après le putsch, l'orientation centrale de Zelaya a été d'obtenir sa restitution à la présidence à travers une négociation avec les putschistes, en s'appuyant sur la « pression internationale », c'est-à-dire, sur la pression contre le régime putschiste de la part du gouvernement des Etats-Unis et ses « amis » latino-américains, comme Lula. C'est ce qui est devenu clair dans son appui immédiat à l'Accord de San José, proposé par Oscar Arias sur initiative de Hillary Clinton.

Dans un premier moment, Zelaya a appelé le peuple hondurien à se mobiliser contre les putschistes, comme facteur auxiliaire aux négociations, tout en essayant toujours de les maintenir dans un cadre « pacifique » et contrôlé, pour qu'elles n'aillent pas à un choc frontal contre le régime et le gouvernement putschiste. Mais après son retour au Honduras, le 21 septembre dernier, il a abandonné tout appel à la mobilisation et il s'est centré exclusivement sur les négociations.

Malheureusement, le Front de la Résistance a commis l'erreur grave d'accompagner cette politique : il a d'abord justifié, avec différents arguments, la démobilisation, et il a ensuite publié un communiqué qui, de fait, soutenait l'Accord de Guaymuras

Le peuple hondurien, pour sa part, a mené une lutte de résistance héroïque contre les putschistes, dès le jour de leur installation, avec plusieurs morts du fait de la répression. Cette résistance a atteint des sommets de participation très massive, ce qui a empêché la consolidation du régime putschiste et ouvert la possibilité de le renverser à travers la lutte. Ceci aurait ainsi permis de bien meilleures conditions pour continuer cette lutte pour les revendications les plus pressantes. Mais la politique de Zelaya a fermé cette alternative et a volé cette possible victoire au peuple hondurien.

Autrement dit, c'est Zelaya lui-même qui a aidé, à travers l'Accord de Guaymuras à « *dissimuler le coup d'Etat... et à donner des garanties à ses auteurs matériels et intellectuels...* » à monter « *une manœuvre électorale antidémocratique rejetée par des secteurs importants du peuple* » (comme il dit dans sa lettre).

Abandonné à son sort

Après avoir mis tous ses espoirs dans la « pression internationale » et dans la négociation avec les putschistes, Zelaya se désespère, en voyant qu'il peut rester totalement hors du processus, parce qu'il se rend compte que le gouvernement d'Obama se lave les mains et « l'abandonne à son sort ».

C'est ce qui, d'autre part, montre clairement que le principal objectif d'Obama au Honduras n'était pas de « défendre la démocratie » ni les intérêts du peuple hondurien mais d'éviter, à travers les négociations et les accords, que le conflit s'aggrave et, essentiellement, d'empêcher que la mobilisation populaire s'approfondisse renversant les putschistes par sa lutte.

Quand Zelaya a signé l'Accord de Guaymuras, la LIT-QI a affirmé « qu'il a montré ainsi clairement son caractère bourgeois et les limites infranchissables que ce caractère de classe lui impose. Il a préféré sauver l'actuelle structure économique, politique et sociale du Honduras plutôt que de diriger une lutte de masses pour la modifier ».

Maintenant, face à la nouvelle situation créée par les manœuvres du régime putschiste, il montre encore une fois ce « caractère bourgeois » en optant, non pour un appel à la mobilisation des masses, mais pour un appel pathétique à l'intervention politique du gouvernement impérialiste d'Obama.

Boycotter les élections frauduleuses

Le processus électoral hondurien en vue sera totalement antidémocratique et frauduleux. Face à cela, la LIT-QI appelle le peuple hondurien et ses organisations politiques de gauche, syndicales et populaires à le boycotter. C'est pourquoi, nous nous retrouvons dans l'appel en ce sens, déjà fait par le Front de la Résistance et d'autres organisations.

Au contraire, nous considérons que la position de César Ham, député pour l'Unité Démocratique (UD) et candidat au poste de président dans les futures élections, est une erreur grave. Il a lancé, comme le dénonce une lettre ouverte de Tomas Andino Mencía, membre de ce parti, « une forte offensive publicitaire pour gagner le vote de l'électorat, en tapissant les principales villes du pays avec des milliers d'affiches, en lançant des annonces coûteuses à la télévision et à la radio ». Nous lançons un appel à César Ham et aux secteurs qui l'accompagnent dans cette attitude, à revoir leur position : toute participation à ce processus électoral frauduleux servira uniquement à légitimer le régime putschiste.

Nous croyons que ce boycott doit être organisé qui soit le point de départ d'une reprise de la mobilisation ouvrière et populaire, d'une lutte qui devra continuer contre le gouvernement issu de ces « élections ». Une lutte pour les principales revendications du peuple hondurien : une Assemblée Constituante souveraine qui élimine le régime politique réactionnaire et la constitution antidémocratique actuelle ; la réforme agraire ; la fin de la base de Soto Cano et la rupture de la domination impérialiste et oligarchique sur le pays.

Ce sera aussi une occasion de faire un bilan de ces mois de résistance, d'une part, et de la politique suivie par Zelaya face au régime putschiste, d'autre part. Il est évident que ce ne peut pas être Zelaya qui dirige conséquemment la lutte du peuple hondurien pour ces revendications. Il ne le veut d'ailleurs pas. La nécessité est donc à l'ordre du jour de construire des organisations de la classe ouvrière et du peuple, totalement indépendantes de toute figure bourgeoise, qui combattent pour ce programme.

Avec ces conclusions, la LIT-QI appelle à intensifier la mobilisation internationale pour exiger de tous les gouvernements d'ignorer le processus électoral frauduleux, ainsi que

le gouvernement auquel il donne lieu. Pour que ceci ne se limite pas à des mots ou des actions diplomatiques formelles, il faut exiger le boycott économique, et cela spécialement dans le cas des Etats-Unis (principal acheteur de produits honduriens et dont les fonctionnaires gouvernementaux ont déjà annoncé qu'ils peuvent reconnaître les élections), spécialement aussi les pays latino-américains et d'Amérique centrale, surtout ceux qui sont frontaliers comme le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua.